

## Stratégie agricole

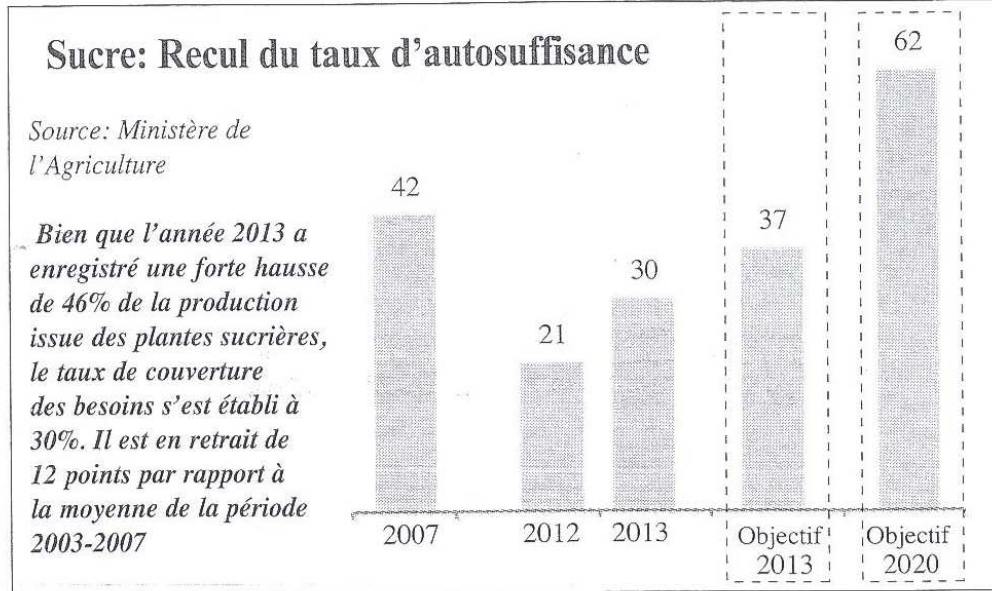
# La réforme des marchés de gros en panne

- Celle des abattoirs se heurte aux résistances locales

- Les objectifs de l'amont atteints par plusieurs filières

- Hausse prévisible du prix du sucre

**D**ISTRIBUTION, abattage et perte de vitesse à l'export. C'est le triptyque quasiment commun à l'ensemble des filières végétales et animales à forte valeur ajoutée. Des dysfonctionnements fort décriés par les professionnels lors de la journée d'évaluation de la stratégie agricole. (Voir notre édition du 20 mars). Autant des avancées ont été franchies par l'amont agricole, autant les chantiers de réforme des abattoirs et des marchés de gros accusent du retard. Pourtant, ces réformes devaient être amorcées l'année passée pour être menées à bon port à fin 2015. Mais vu l'implication de plusieurs départements ministériels concernés, leur



mise en place fait toujours l'objet d'une concertation qui peine à aboutir. A ces freins, s'ajoute également un déficit de compétitivité qui a gagné quelques filières phares comme le secteur sucrier, l'oléiculture ou encore les agrumes et primeurs. Une situation qu'expliquent les opérateurs par la hausse des coûts de production mais aussi par l'impact des grèves, parfois sauvages. D'où le cri d'alarme lancé par le chef de file des

agriculteurs, Ahmed Ouayach, «de réviser d'urgence le code du travail jugé inadapté à l'activité agricole». A ses yeux, il est temps d'inaugurer un dialogue, sous la houlette de la tutelle, avec les divers partenaires. A défaut, c'est l'élan d'investissement qui risque d'être estompé notamment dans la région du Souss qui assure les deux tiers de l'export des fruits et légumes et autant au titre de l'approvisionnement du marché local.

■ **Sucre: Perte de compétitivité**

La filière sucrière, notamment la composante betteravière, a gagné en productivité sur les cinq dernières années. La moyenne de production de sucre à l'hectare de cette plante est passée de 7,5 tonnes/ha en 2009 à 10,5 tonnes en 2013. Ceci, sous l'effet de la généralisation de la semence mono germe, de l'apport des autres intrants et de la mécanisation des récoltes. «Mais la culture de la canne à sucre, activité plus rentable par rapport à la betterave peine à se développer malgré le soutien de 6.000 DH/ha apporté par l'Etat», constate le PDG de Cosumar, Mohamed Fikrat. Du coup, la part des plantes sucrières dans la couverture des besoins a régressé : 30% en 2013 contre 42% sur la période 2003-2007. Ce qui représente quelque 360.000 tonnes pour une consommation totale de l'ordre de 1,3 million de tonnes. C'est dire l'importance du volume du sucre brut importé et raffiné localement. «A cet effet, la capacité existe mais se trouve handicapé par le



## Stratégie agricole

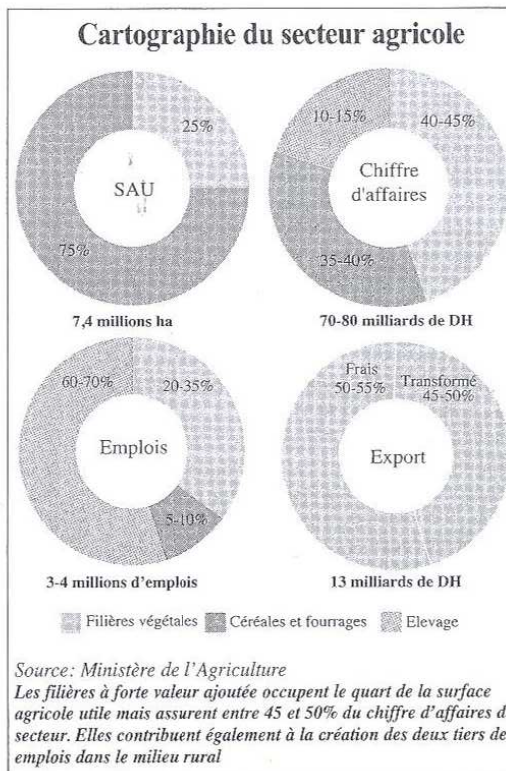
# La réforme des marchés de gros en panne

coût d'énergie qui a doublé depuis l'application de l'indexation», révèle Fikrat. C'est pourquoi, il a demandé le soutien de la tutelle pour obtenir une augmentation du prix du sucre. La même démarche a déjà été engagée auprès des autres départements concernés, est-il indiqué. Selon nos informations, le renchérissement du fuel constitue également une menace pour un grand projet lancé il y a plus de 2 ans au Soudan par l'opérateur sucrier. Il s'agit de 50.000 ha de plantations de canne dont le sucre traité sur place sera raffiné au Maroc.

### ■ Agrumes: Concurrence maroco-marocaine!

Pour ce secteur, autrefois fer de lance des cultures d'exportation, la perte de vitesse à l'export s'accroît d'année en année. A tel point que l'actuelle campagne pourrait déboucher sur des résultats négatifs notamment pour la clémentine, redoutent de nombreux opérateurs. Et pour cause! Un forcing des sorties avec des fruits de qualité moyenne à faible. Un comportement que les producteurs imputent à l'absence de coordination entre les

groupes exportateurs. Pourtant, l'amont a fait preuve de progrès notables. Grâce au soutien de l'Etat, les plantations ont augmenté de 40% et l'irrigation localisée s'est renforcée de 80%. Ce qui a porté la production à 2,2 millions de tonnes au titre de l'actuelle saison. Mais la commercialisation aussi bien à l'intérieur qu'à l'export n'a pas suivi cet élan. Pour inverser la donne, le secrétaire général de l'Association des producteurs n'a pas hésité à appeler à la réorientation du système des incitations vers la valorisation et les plateformes logistiques de groupage et de distribution. D'autant que plus des tiers de la production sont absorbés par le marché local et dont le gros des recettes est prélevé par l'armada d'intermédiaires qui s'y activent. A telle enseigne que même les usines de transformation ne peuvent plus s'approvisionner. Du coup, environ 50.000 tonnes d'agrumes sont annuellement importées sous forme de jus. «Une aberration!» dénonce un industriel. L'analyse est partagée par le ministère de l'Agriculture. Du moins pour ce qui est des actions à mener au niveau de l'export. Une étude visant la création de



plateformes logistiques de distribution à l'étranger sera lancée cette année. Il en est de même d'un projet d'ouverture en Russie d'une antenne de l'Etablissement autonome de contrôle et de coordination des exportations (Eacce). Quant à la réorganisation du marché intérieur, la tutelle promet «des changements majeurs pour 2015».

### ■ Oléiculture: Chère, l'huile d'olive

Les nouvelles plantations d'olivier ont porté sur 250.000 ha sur la période 2009-2013. L'année dernière, le cumul des superficies irriguées par goutte-à-goutte s'élève à 30.000 ha. Et la récolte attendue

en 2013-2014 devrait atteindre le niveau record de 1,6 million de tonnes. La dynamique d'amélioration de la production et de transformation devrait se poursuivre avec l'ampleur des projets programmés ou en cours de réalisation. Une vingtaine de projets intégrés moyennant un investissement de 2,9 milliards de DH est inscrite dans le pilier I alors que le pilier solidaire est concerné par 145 projets totalisant 3,8 milliards de DH. Des performances qui ne sont pas toutefois relayées par l'export. Mis à part les olives de table qui maintiennent le cap, les exportations d'huile d'olive peinent à se développer. En 2013, les sorties ont porté sur 10.000 tonnes contre un objectif de 45.000. Une situation en retrait de moitié par rapport à l'année de référence du plan Maroc Vert. Déficit de moyens de stockage à l'extérieur et pratique de prix élevés expliquent ce recul. Pourtant, le produit a bénéficié de subventions à l'export estimées à 63 millions de DH. Sur le marché intérieur il était question d'introduire un texte réglementaire interdisant la vente en vrac mais la décision a été reléguée aux calendes grecques. □

A. G.

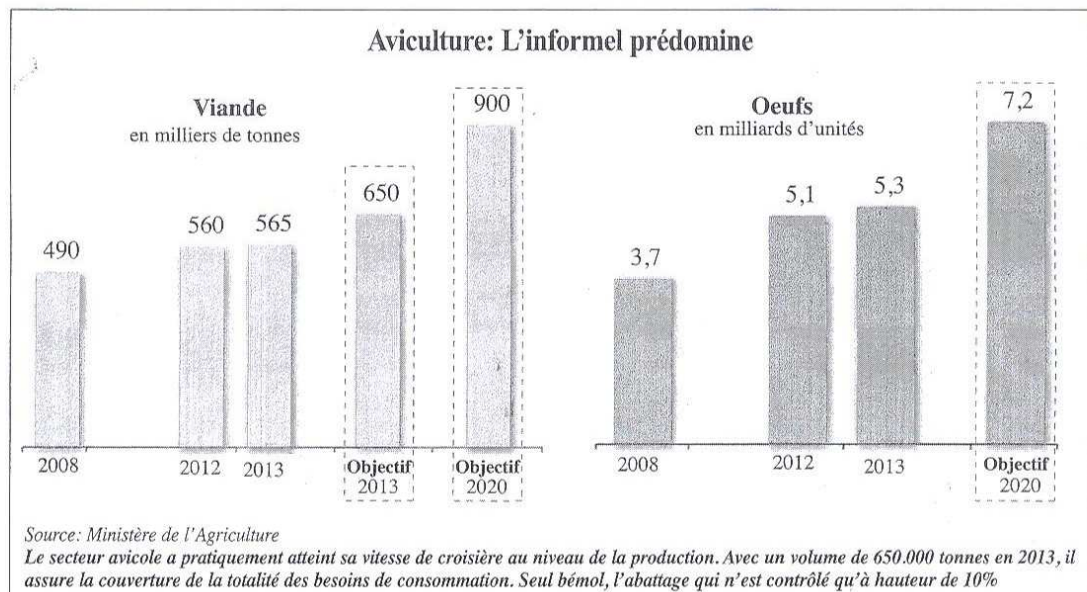


# L'exception de la filière laitière

• Viandes rouges, hausse de production et maintien des prix

• Le poulet de chair insalubre à hauteur de 90%

**R**OUGES ou blanches, les viandes restent le parent pauvre de la salubrité. A peine la moitié de l'abattage des ovins et bovins passe par des abattoirs. Mais encore faut-il préciser que ces unités sont insalubres pour la majorité. Et moins de 10% du poulet de chair est soumis au contrôle sanitaire au niveau des ateliers modernes. Tout le reste est traité par «des Riacha» de quartier où les règles les plus élémentaires d'hygiène font défaut. A l'opposé, la viande des dindes et dindons est contrôlée à raison de 90%. Pourtant, l'élevage avicole a réalisé d'importantes avancées en termes de conduite et de



traçabilité. A tel point que tous les paramètres d'installation des fermes, d'ali-

mentation et de soins des volailles sont aux standards internationaux, avec à la clé des expériences réussies à l'export des poussins et des œufs. Au niveau local, la filière qui a consommé deux contrats-programmes arrive à couvrir la totalité des besoins de la consommation. A des prix très compétitifs par rapport au niveau du pouvoir d'achat des ménages. Une performance qui n'a pas encore été atteinte par l'activité des viandes rouges. Même si la production a frôlé le niveau de 490.000 en 2013, soit un peu moins de 12% de l'objectif fixé à l'échéance 2020, les prix sont restés inchangés. Ils représentent en moyenne l'équivalent d'une journée de travail pour un smicard. Pourtant, la filière des viandes rouges a bénéficié d'aides estimées à 260 millions de DH sur la période 2009-2013. L'application du taux réduit du droit d'importation aux jeunes veaux destinés à l'engraissement a été aussi reconduite pour la troisième année consécutive. Ce qui a donné lieu au lancement de plusieurs projets intégrés. Sauf que l'impact sur les prix n'est pas encore visible. Les actions ciblant l'identification des élevages pour les besoins de traçabilité ont également concerné plusieurs troupeaux de bovins, ovins et caprins. Et même des races rustiques locales d'ovins ont été labellisées pour faciliter l'export.

Actuellement, 51 projets d'un investissement de plus de 1,1 milliard de DH sont en cours de réalisation dans le cadre du pilier II de la stratégie agricole. Des projets qui doivent profiter à 67.000 éleveurs. Le pilier I n'est pas en reste. Il totalise 7 grands projets pour la plupart intégrés. La filière s'est également dotée d'un salon pour encourager la consommation des viandes de qualité. Mais tous ces

efforts restent tributaires de la réforme du système d'abattage et des marchés aux bestiaux. Parallèlement, le secteur laitier se démarque de l'anarchie qui distingue la transformation. Bien qu'en baisse de 8% en 2013 en comparaison avec l'année d'avant, la production laitière s'est établie à 2,3 milliards de litres. Une activité qui a bénéficié d'une aide de 190 millions de DH sur la période 2009-2012. L'enveloppe a ciblé l'importation de 47.000 génisses laitières. Sur la même période, les projets lancés dans le cadre du pilier totalisent un investissement de 12,3 milliards de DH et concernent 155.400 agrégés. Le pilier II a également enregistré le lancement de 22 projets sur la période 2010-2013 moyennant un investissement de 364 millions de DH.

Par ailleurs, la filière laitière a connu une forte diversification des produits dérivés, avec à la clé des préparations aux différents arômes de jus et mélanges de fruits. Sans oublier aussi les fromages. Le tout peut être mis à l'actif d'agrégateurs à forte capacité de management. La même tendance est embryonnaire dans la filière des dromadaires. Du moins pour ce qui est du traitement du lait. Cette filière qui a signé son contrat-programme en 2011 assure actuellement une production laitière de l'ordre de 6 millions de lait. Un niveau sensiblement identique à l'année de référence. Mais le produit est très prisé pour sa qualité nutritive. D'où l'intérêt des industriels qui rivalisent désormais en termes de packaging et produits dérivés. □

A. G.